

JURISPRUDENCE (*Sociétés de mines*) (suite) :

intéressée dans une maison de banque. *Jugement* du 23 janvier 1880 et *arrêt d'appel* du 20 août 1880 (*affaire BUREAU contre FOULC*); X, 374 et 375.

Sources. Intervention administrative en matière de protection des — contre les travaux d'un exploitant de mines. *Avis du Conseil général des mines* du 20 décembre 1872; VIII, 295. = Clause insérée dans le cahier des charges d'une concession de mines, en vue d'assurer la conservation des — alimentant des fontaines communales. *Avis de la section des Travaux publics du Conseil d'Etat*, du 10 décembre 1873; VIII, 296. = Irresponsabilité d'exploitants de mines en cas de dommages causés par leurs travaux à des — voisines : *Arrêt d'appel* (cour de Liège) du 10 janvier 1867 (*affaire FARCY contre DELHALLE*); VIII, 289. *Jugement* du 22 mai 1871 (*affaire GRONIER contre COMPAGNIE DES MINES DE GRAISSESSAC*); VIII, 291. *Arrêt de cassation* du 12 août 1872 (*affaire MAURIN contre SOCIÉTÉ DES FORGES ET FONDERIES D'ALAIS*); VIII, 139. *Jugement* du 25 août 1876 (*affaire COMPAGNIE DE GRAISSESSAC contre COMMUNE DE FONTENILLE*); VIII, 301. = Responsabilité d'exploitants de mines en cas de dommages causés par leurs travaux à des — voisines ou non : *Arrêt de cassation* (belge) du 30 mai 1872 (*affaire SOCIÉTÉ DU GRAND BORDIA contre DELBOS*); VIII, 292. *Jugement* du 7 juillet 1876 (*affaire POLZE contre COMPAGNIE DE MOKTA-EL-HADID*); VIII, 298. *Jugement* du 20 mai 1880 et *arrêt d'appel* du 21 février 1881 (*affaire GARRET contre COMPAGNIE DES MINES DE PONTGIBAUD*); X, 376 et 380. = Des actions en indemnité pour tarissement, partiel ou total, de sources par tra-

JURISPRUDENCE (*Sources*) (suite) :

vauX de mines, par M. Aguillon; VIII, 302.

Travail de nuit des enfants dans les mines : *Jugement* du 6 août 1879 et *arrêt d'appel* du 16 avril 1880 (*affaire FRAISSE contre COMPAGNIE DE BEAUBRUN*); X, 292 et 294. *Jugement* du 13 avril 1881 et *arrêt d'appel* du 14 juin 1881 (*affaire BUREAU*) (*); X, 294 et 295.

Travaux antérieurs à l'acte de concession. *Ordonnance au contentieux*, du 17 avril 1822, relative au règlement d'indemnité pour — et exécutés sous le régime de la loi du 28 juillet 1791 (*affaire MINES DE DECIZE*); VIII, 328. = *Ordonnance au contentieux*, du 27 avril 1825, déterminant la compétence en matière de fixation d'indemnité pour — (*affaire LURAT-VITALIS*); VIII, 328. = *Ordonnance au contentieux*, du 24 juillet 1835, relative au règlement d'indemnité pour — (*affaire MINES DE SAINT-PIERRE-LA-COUR*); VIII, 328. = *Décret au contentieux*, du 13 mars 1856, déterminant quels sont les — pour lesquels l'auteur a droit à indemnité (*affaire MINES DE LA CALAMINIÈRE*); VIII, 328. = *Décret au contentieux*, du 5 février 1857, confirmant le droit à indemnité des héritiers d'un auteur de — (*affaire MINES DE COUZON*); VIII, 329. = *Décret au contentieux*, du 4 février 1858, établissant que les indemnités pour — peuvent être réclamées à un concessionnaire autre que le primitif (*affaire MINES DE COUZON*); VIII, 330. = *Décret au contentieux*, du 3 février 1859, déterminant quels sont les — pour lesquels l'auteur a droit

(*) Voir la note de la page 138.

JURISPRUDENCE (*Travaux antérieurs à l'acte de concession*) (suite) :

à indemnité (*affaire MINES DE LASSERRE*); VIII, 331. = *Décret au contentieux*, du 2 août 1860, relatif à l'indemnité due à l'auteur de — ; question de fait (*affaire MINES D'ARGENTELLA*); VIII, 332. = *Décret au contentieux*, du 22 mars 1866, relatif à l'indemnité due à l'auteur de — ; questions de procédure (*affaire MINES DE SEIX*); VIII, 332. = *Décret au contentieux*, du 28 juillet 1866, relatif à l'indemnité due à l'auteur de — (*affaire COMPAGNIE HOULLÈRE LA DOUAISSIENNE*); VIII, 332. = *Décret au contentieux*, du 6 décembre 1866, déterminant quels sont les — pour lesquels l'auteur a droit à indemnité (*affaire MINES D'AUCHY-AU-BOIS*); VIII, 333. = *Décrets au contentieux*, des 10 janvier et 26 décembre 1867 et 13 août 1868, refusant à des — le caractère d'utilité indispensable pour donner à leur auteur le droit à indemnité (*affaires COMPAGNIE DES MINES D'AIX-MOULLETTE; MINES DE MEURCHIN*); VIII, 334, 335 et 336. = *Arrêt au contentieux*, du 6 mars 1872, relatif à l'indemnité due à l'auteur de — (*affaire MINES DE RATASSIÈRE*); VIII, 336. = *Arrêt au contentieux*, du 11 mai 1872, relatif à l'indemnité due à l'auteur de — (*affaire MINES DE JAUIAC ET LA SOUCHE*); VIII, 337. = *Arrêt au contentieux*, du 27 avril 1877, rejetant la requête d'un explo-

JURISPRUDENCE (*Travaux antérieurs à l'acte de concession*) (suite) :

rateur qui réclamait à un concessionnaire de mines une indemnité à raison de — (*affaire JOLY ET CONSORTS contre BROUZET*); VI, 247. = Des indemnités dues par un concessionnaire de mines à des explorateurs évincés, par M. Aguillon; VIII, 338.

Usines. Distinction à faire, sous l'empire de la loi de 1810, entre les diverses contraventions commises en matière d'— minéralurgiques. *Arrêt de cassation* du 5 décembre 1844 (*affaire ELOPHE CAPITAINE*); VII, 349. = *Avis de la section des Travaux publics, etc., du Conseil d'Etat*, du 9 juin 1857, concernant la distinction à faire, au point de vue de l'article 70 de la loi de 1810, entre les usines établies antérieurement ou postérieurement à l'institution d'une concession de mines de fer; V, 244. = Conséquences de la loi du 9 mai 1866, par rapport aux — énumérées dans l'article 73, aujourd'hui abrogé, de la loi de 1810. *Arrêt de cassation* du 5 juin 1874 (*affaire MAYENCE*); VII, 350. = *Note* sur les conséquences de la loi du 9 mai 1866 par rapport aux — antérieurement soumises à la loi de 1810; VII, 352. Voir *Accidents; Cahiers des charges; Concessions de mines; Patentes.*

Voir LÉGISLATION.

K

KABYLIE (PETITE-) (Société des Lièges dite). Voir AÏN-SEDMA.

KALK (Prusse Rhénane). Voir DYNAMITE.

KARÉZAS (affaire des mines de). Voir JURISPRUDENCE (Redevance proportionnelle).

KEF-OUM-THEBOUL (affaire

des mines de). Voir JURISPRUDENCE (Redevance proportionnelle).

KERGOGNE (Finistère). Voir QUIMPER.

L

LABASTIDE-DU-VERT (Lot). Décret, du 20 mai 1880, rejetant la demande des s^{rs} Péberay et Blanda en concession de mines de manganèse dans les communes de —, Saint-Médard et Lutzsch; IX, 191. = Décret, du 20 mai 1880, rejetant la demande de la Société minière du Lot en concession de mines de manganèse dans les communes de —, les Junies et Pontcirq; IX, 191.

LABBÉ (s^r). Voir HUSSIGNY.

LA BOUILLERIE (de) (s^r). Voir MIGLOS.

LAC (le) (Ardèche). Voir SOUCLIN.

LACAZE (Aveyron). Voir BROUAL.

LACVIVIER (s^r). Voir SAINT-VINCENT.

LAFORCE (de) (s^r). Voir LANOBRE.

LAGRAND (Hautes-Alpes). Décret, du 7 février 1879, rejetant la demande des s^{rs} Roux de Fraissinet et C^{ie} et Payen en concession de mines de fer, cuivre, plomb, etc., dans les communes de — et de Saléon; VIII, 15.

LAIRE DE LA BROSSE et DARQUIE (de) (s^{rs}). Voir BAGNÈRES-DE-LUCHON.

LAISSÉY. Voir CHANGE.

LALLY (Saône-et-Loire). Décret, du 26 octobre 1876, autorisant la réunion des concessions de mines de schistes bitumineux de —, Ravelon, Chambois, Saint-Forgeot et Champsigny; V, 214. = Décret, du 16 novembre 1878, rejetant la demande en extension du périmètre de la concession des mines de schistes bitumineux de —; VII, 337.

LA MARTELLIÈRE (de) (s^r). Voir LESCOURRE.

LAMBERTYE (affaire de). Voir JURISPRUDENCE (Bornages).

LAMPES DE SURETÉ. Circulaire, du 19 janvier 1874, relative à l'emploi des — à enveloppe de cristal; III, 23.

LAMY (s^r). Voir VENDES.

LANDES. Voir ASSOCIATIONS DE PROPRIÉTAIRES D'APPAREILS A VAPEUR; CARRIÈRES.

LANDÉVENNEC (Finistère). Décret, du 29 janvier 1879, rejetant les demandes du s^r Vincent et du s^r Plater-Syberg en concession de mines de fer dans les communes de — et autres; VIII, 14.

LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY (Société des salines de). Voir JURISPRUDENCE (Mines).

LANGÉAC (Haute-Loire). Décret, du 27 septembre 1876, autorisant le s^r Maussier à faire des recherches de minerais de plomb, cui-

vre, antimoine et autres métaux, dans la commune de —, nonobstant le refus de ladite commune; V, 209.

LANOBRE ET AUTRES (Cantal, Puy-de-Dôme et Corrèze). Décret, du 5 juin 1877, rejetant la demande des s^{rs} de Laforce et consorts en concession de mines de houille situées dans les communes de —; VI, 201.

LAPOINTE (s^r). Voir MAIXE.

LARAMEZ (affaire). Voir JURISPRUDENCE (Dommages).

LARBAUD (affaire). Voir JURISPRUDENCE (Eaux minérales).

LARBOUT (Ariège). Décret, du 7 juin 1878, rejetant les demandes du s^r Hébert et du marquis de Narbonne-Lara en concession de mines de fer, plomb et cuivre dans les communes de — et autres; VII, 244.

LARDY (affaire). Voir JURISPRUDENCE (Dommages).

LARGENTIÈRE (Ardèche). Décret, du 8 janvier 1876, concédant aux s^{rs} Roux et Payen les mines de plomb argentifère et autres métaux connexes de —; V, 3.

LARIVIÈRE (s^r). Voir CHAMPIGNÉ.

LARIVIÈRE et C^{ie} (société). Voir JAILLE-YVON.

LARTIGUE et TESSE (Appareils). Voir CHEMINS DE FER.

LA RUELLE (de) (ayants cause du feu s^r). Voir SAINT-LAURENT.

LARUNS (Basses-Pyrénées).

Décret, du 10 décembre 1877, rejetant la demande de la Société minière des Pyrénées en concession de mines de zinc, cuivre, plomb, argent et autres métaux connexes dans la commune de —; VI, 437.

LASALLE (Aveyron). Voir BROUAL.

LAS CASES (affaire). Voir JURISPRUDENCE (Occupations de terrains).

LASSALLE (s^r). Voir CROASSE (la).

LASSERRE (mines de). Voir JURISPRUDENCE (Travaux antérieurs à l'acte de concession).

LATAPIE (Aveyron). Voir BOUTIÈRE ET CAHUAC.

LATAPIE DE BALAGNIER (s^r). Voir BEL-AIR.

LAURENT (s^r). Voir CASTANVIELS.

LAVAUX (Meurthe-et-Moselle). Décret, du 21 avril 1880, concédant à la Société anonyme des mines et usines du Nord et de l'Est de la France les mines de fer hydroxydées oolithiques de —; IX, 185.

LA VOULTE (Ardèche). Voir SOUCLIN.

LAXOU (Meurthe-et-Moselle). Décret, du 29 janvier 1879, rejetant la demande en extension du périmètre de la concession des mines de fer de —; VIII, 14.

LAY (la haute-) (Meurthe-et-Moselle). Décret, du 29 mars 1874, concédant à la Société Royer.

LAY (la haute-) (suite) :
Houzelot, Guillemin et C^{ie} les mines de fer hydroxydé oolithique de — ; III, 105.

LAYON ET LOIRE (Compagnie des mines de). Voir JURISPRUDENCE (Accidents).

LAY-SAINTE-CHRISTOPHE (Meurthe-et-Moselle). Décret, du 24 avril 1877, rejetant les demandes de la *Société des forges et fonderies de Montataire* et des s^{rs} *Dupont, Fould et consorts* en concession de mines de fer dans les communes de — et autres ; VI, 143.

LEBLANC (s^r). Voir BEAU-SOLEIL.

LEBORGNE (affaire). Voir JURISPRUDENCE (Redevance proportionnelle).

LEBRETON-DULIER (affaire). Voir JURISPRUDENCE (Concessions de mines).

LÉGISLATION :

Allemande. Documents relatifs à la — sur le travail des enfants dans les manufactures, recueillis et annotés par M. *Matrot* ; III, 30.

Anglaise. Traduction et commentaire des deux lois, du 10 août 1872, sur les mines, par M. *Amiot* ; II, 11. = Traduction des lois des 28 août 1860 et 7 août 1862, sur les mines, par M. *Lamé Fleury* ; II, 182.

Bavaroise, par M. *Ichon* ; VII, 177.

Française industrielle. Admission temporaire des fontes. Rapports au comité consultatif des arts et manufactures, par MM. *Raimond, de Freycinet et de Lavénay* ; VI, 306 et 325. = Extraits

* LÉGISLATION (suite) :
des procès-verbaux des séances du Conseil supérieur du commerce, de l'agriculture et de l'industrie (décembre 1876) VI, 396.

Grecque, par M. *Aguillon* ; VI, 32.

Prussienne. Institutions pour l'amélioration de la condition des ouvriers dans les établissements miniers de la Prusse, par M. *Zeiller* ; V, 47.

Turque, par M. *Lamé Fleury* ; IV, 80.

Voir MINES ; JURISPRUDENCE (Divers).

LEGRAND, DE FLOTTE et CHABAL (d^c, d^{l^{ies}} et s^{rs}). Voir PIERRE (la) ; SALÉON.

LELEX (Ain). Décret, du 19 septembre 1874, concédant aux s^{rs} *Grosfilley frères et consorts* les mines de calcaires bitumineux de — ; III, 170.

LEMUT et C^{ie} (Simon) (affaire). Voir JURISPRUDENCE (Patentes).

LENONCOURT (Meurthe-et-Moselle). Décret, du 17 février 1881, rejetant la demande du s^r *Mulot* en concession de mines de sel dans les communes de — et autres ; X, 15.

LENS (Pas-de-Calais). Décret, du 14 juin 1872, réglant l'abonnement à la redevance proportionnelle de la mine de houille de — ; I, 29. = Décret, du 5 mars 1875, autorisant la réunion des concessions de mines de houille de — et de *Douvrin* ; IV, 104.

LÉOUVÉ (Alpes-Maritimes). Décret, du 20 janvier 1875, concé-

LÉOUVÉ (suite) :
dant au s^r *Franzi* les mines de cuivre de — ; IV, 10.

LÉPINERAYS (affaire). Voir JURISPRUDENCE (Dommages).

LESCOURRE (Landes). Décret, du 8 janvier 1876, concédant aux s^{rs} de la *Martellière, Garres et Constantin* les mines de sel gemme de — ; V, 2.

LEVADE (la) (Gard). Voir GRAND-COMBE.

LEXY (Meurthe-et-Moselle). Décret, du 17 décembre 1877, rejetant la demande en extension du périmètre de la concession des mines de fer de — ; VI, 438.

LIÉVIN (Pas-de-Calais). Décret, du 2 février 1874, portant extension du périmètre de la concession des mines de houille de — ; III, 14. = Décrets des 21 juin 1877 et 24 mai 1880, portant extensions du périmètre de la concession des mines de houille de de — ; VI, 205 et IX, 191.

LITTRY (mines de). Voir JURISPRUDENCE (Machines à vapeur ; Occupations de terrains).

LOIRE. Voir ASSOCIATIONS DE PROPRIÉTAIRES D'APPAREILS A VAPEUR ; CARRIÈRES.

LOIRE (Compagnie des mines de la). Voir JURISPRUDENCE (Dommages ; Patentes ; Redevance proportionnelle).

LOIRE-INFÉRIEURE. Voir CARRIÈRES.

LOMBARD D'ESPEREL (s^r). Voir BEAU-SOLEIL.

LONG (d^e et s^r). Voir CITADELLE.

LONGLAVILLE (Meurthe-et-Moselle). Décret, du 25 juin 1873, concédant à la *Société des hauts fourneaux de Saulnes* les mines de fer hydroxydé oolithique de — ; II, 175.

LONGPENDU (mines de). Voir CREUSOT ; JURISPRUDENCE (Occupations de terrains ; Redevance proportionnelle).

LORRAINE INDUSTRIELLE (Société anonyme). Voir JARVILLE.

LOT. Voir CARRIÈRES.

LOT (Société minière du). Voir SALS.

LOT-ET-GARONNE. Voir ASSOCIATIONS DE PROPRIÉTAIRES D'APPAREILS A VAPEUR ; CARRIÈRES.

LOUARAZ (d^e v^{te}). Voir SAINT-HUGON.

LOUBET ET SICARD (s^{rs}). Voir MAURIAC.

LOZERE. Voir CARRIÈRES.

LUDRES (Meurthe-et-Moselle). Décret, du 20 septembre 1873, concédant aux s^{rs} *Dupont et Dreyfus* les mines de fer hydroxydé oolithique de — ; II, 239.

LUNAS (Hérault). Voir DYNAMITE.

LURAT-VITALIS (affaire). Voir JURISPRUDENCE (Travaux antérieurs à l'acte de concession).

LUSSAT (Puy-de-Dôme). Voir ESCOURCHADE.

LUXEUIL (Haute-Saône). Voir EAUX MINÉRALES (sources d').

LYATEL (le) (Isère). Voir GRAND-ESSART.

M

MACHET et MARCOZ (s^{rs}). Voir PIERRE BECQUA.

MADELEINE (Meurthe-et-Moselle). Décret, du 6 décembre 1881, concédant au s^r *Hignette* les mines de sel gemme et sources d'eau salée de la —; X, 440; extrait du cahier des charges; X, 441.

MADRIAT (Puy-de-Dôme). Décret, du 16 juin 1876, concédant au s^r *Peccadeau* les mines d'alunite de —; V, 146.

MAËS et CHARPENTIER (s^{rs}). Voir MOISSAC.

MAGDELAINÉ (la) (Var). Voir AURIASQUE.

MAGNAN et consorts (affaire). Voir JURISPRUDENCE (*Dommages*).

MAHIEU frères (s^{rs}). Voir BÉGANNE.

MAIXE (Meurthe-et-Moselle). Décret, du 12 février 1881, concédant au s^r *Lapointe* les mines de sel gemme et sources d'eau salée de —; X, 9.

MALINTRAT (Puy-de-Dôme). Voir ESCOURCHADE.

MALONS (Gard). Décret, du 2 juillet 1872, concédant au s^r *Bernard* des mines de plomb, argent et autres métaux connexes de —; I, 99.

MALZÉVILLE (Meurthe-et-Mo-

selle). Décret, du 29 avril 1872, concédant aux s^{rs} *Colas frères* les mines de fer hydroxydé oolithique de —; I, 25.

MANCHE. Voir ASSOCIATIONS DE PROPRIÉTAIRES D'APPAREILS A VAPEUR.

MANGINI (affaire). Voir JURISPRUDENCE (*Dommages*).

MANGINI (s^{rs}). Voir DYNAMITE.

MANOSQUE (Basses-Alpes). Décret, du 48 septembre 1877, rejetant la demande des s^{rs} *Bouche et consorts* en concession de mines de lignite dans la commune de —; VI, 342.

MANUFACTURES. Voir TRAVAIL DES ENFANTS.

MARBACHE (Meurthe-et-Moselle). Arrêté ministériel, du 19 février 1877, rejetant la demande d'abonnement à la redevance proportionnelle formée par les s^{rs} *Haldy, Ræckling et Cie* pour la mine de fer de —; VI, 42.

MARCHÉS DE GRÉ A GRÉ. Voir ADJUDICATIONS.

MARCY (v^{re} et s^{rs}). Voir VERNATELLES.

MARGENNE (Saône-et-Loire). Décret, du 6 février 1877, concédant au s^r *Taragonet* les mines de schistes bitumineux de —; VI, 10.

MARI (s^r). Voir BASTIA.

MARIE (Brutus) (s^r). Voir CHAZELLES.

MARIE (affaire). Voir JURISPRUDENCE (*Concessions de mines; Minerais de fer*).

MARIN (affaire). Voir JURISPRUDENCE (*Investissements*).

MARINE (personnel de la). Voir CHEMINS DE FER (*Transports*).

MARLES (Pas-de-Calais). Décret, du 4 avril 1874, réglant l'abonnement à la redevance proportionnelle de la mine de houille de —; III, 107. Voir JURISPRUDENCE (*Occupations de terrains*).

MARLY-LÈS-VALENCIENNES (Compagnie de). Voir ONNAING.

MARON-NORD (Meurthe-et-Moselle). Décret, du 2 septembre 1874, concédant aux s^{rs} *Danelle frères* les mines de fer hydroxydé oolithique de —; III, 169.

MARQUISE (Société anonyme des hauts fourneaux, fonderies et ateliers de construction de). Voir GRAND-FOUGERAY; SAINTE-BARBE.

MARREL (s^r). Voir MONT-DE-NOROY.

MARSANGES (Haute-Loire). Décret, du 6 avril 1877, portant extension du périmètre de la concession des mines de houille de —; VI, 141.

MARSANNAY (Côte-d'Or). Décret, du 13 avril 1878, concédant au s^r *Dulessey* les mines de fer de —; VII, 148.

MARTEL (affaire). Voir JURISPRUDENCE (*Sociétés de mines*).

MARTIN (s^r). Voir MONTREDON-LABESSONNIÉ.

MARTINIQUE (La). Voir APPAREILS A VAPEUR.

MARZELLE (Vendée). Décret, du 2 février 1878, concédant à la *Société houillère de Chantonnay, Sainte-Cécile et Saint-Martin* les mines de houille de —; VII, 15.

MASSELIN (affaire). Voir JURISPRUDENCE (*Carrières*).

MATIÈRES EXPLOSIBLES OU INFLAMMABLES. Voir CHEMINS DE FER (*Transports*).

MATIÈRES PREMIÈRES. Voir DOUANE.

MAUBEUGE (Société des hauts fourneaux de). Voir GODBRANGE.

MAURIAC (Cantal). Décret, du 18 décembre 1879, rejetant la demande des s^{rs} *Loubet et Sicard* en concession de mines de schistes bitumineux, de houille, de plomb argentifère et de tous autres minerais dans les communes de — et autres; VIII, 365.

MAURIN (affaire). Voir JURISPRUDENCE (*Sources*).

MAUSSIÉ (s^r). Voir LANGEAC.

MAYENCE (affaire). Voir JURISPRUDENCE (*Usines*).

MAZENAY (mines de). Voir CHANGE; JURISPRUDENCE (*Redevance proportionnelle*).

MAZERAN (d^c). Voir BENI-MENIAREM-FOUAGAS.

MEAUFFE (la) (Manche). Voir NITROGLYCÉRINE.